

LLB 5-10-2004

ENTRETIEN

«Le confédéralisme n'est plus très loin»

FRANCIS VAN de WOESTYNE

Mis en ligne le 05/10/2004

Jean Beaufays, professeur de sciences politiques à l'Université de Liège, envisage les scénarios du futur. Il invite les francophones à tenir bon.

Pensez-vous que le gouvernement passera le cap du 12 octobre?

Il faut être prudent. Les questions auxquelles le gouvernement est confronté sont devenues extrêmement chaudes, que ce soit DHL, la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV) ou le budget. Mais on peut se demander à qui de nouvelles élections profiteraient: côté francophone, sans doute au PS; côté flamand, le dernier sondage, donnant le Blok en tête, doit certainement inquiéter les présidents des partis flamands.

N'est-il pas curieux que le gouvernement flamand ait inscrit dans son accord de gouvernement la scission de BHV?

Les Flamands demandent la scission de BHV depuis des décennies: c'est devenu pour eux un symbole. Le point est dangereux. Pour les francophones, ce n'est pas la scission qui est un sujet tabou, mais bien les conditions dans lesquelles elle se ferait. Le prix à payer par les Flamands devrait être élevé, notamment en matière de redécoupage de la Région bruxelloise.

Dans quel sens?

Jean-Claude Van Cauwenberghe estime que la Région bruxelloise ne peut plus rester enclavée dans le territoire flamand et qu'il faut que Rhode-Saint-Genèse, commune à majorité francophone, assure le «couloir» entre Bruxelles et la Wallonie...

On sait que cela est impossible à accepter par les hommes politiques flamands...

C'est difficile, mais il faudra voir quelles seraient les autres demandes francophones. La scission de BHV serait une victoire flamande. Ils obtiendraient, de ce fait là, une territorialisation complète. Dans la foulée, la question des facilités serait rediscutée dans le sens d'une possible extinction. Les facilités ne seraient donc pas transmises en héritage, mais réservées à ceux qui en bénéficient déjà.

Là, ce sont les partis francophones qui ne sont pas prêts à approuver cette extinction... Ils sont plus à l'écoute quand on leur parle du refinancement de Bruxelles, de l'assouplissement des lois linguistiques dans la capitale...

Ces compensations me paraissent peu assurées. Le refinancement de la Région bruxelloise, c'est une satisfaction temporaire face à une satisfaction flamande définitive. Cela me paraît un jeu de dupes. Les francophones doivent demander des choses de même nature, définitive. Les facilités? Leur pérennité n'est pas assurée. Un assouplissement des lois ne sera pas mieux protégé à l'avenir que les facilités qui sont soit disant bétonnées mais sans cesse remises en question.

Pour certains francophones, la scission de l'arrondissement de BHV est une conséquence logique de notre fédéralisme... Est-elle encore évitable?

Tout dépend de ce que l'on veut faire de la Région bruxelloise. Veut-on que, dans cette Belgique fédérale, il y ait encore place pour des entités administratives qui ont un caractère bilingue ou pas. La réponse classique flamande est non: pour eux, le fédéralisme implique le territorialisme. Pour eux, il ne doit pas y avoir de territoire bilingue, à l'exception de la capitale réduite au strict minimum.

Or il faut dire que la théorie du fédéralisme n'impose pas cela: en Suisse, il y a plusieurs cantons multilingues. Et cela fonctionne très bien. Mais bon, les valeurs flamandes telles qu'elles sont défendues actuellement impliquent que la vie publique se déroule exclusivement en néerlandais.

Le gouvernement doit cependant répondre à la Cour d'arbitrage...

Oui, mais cela n'implique pas la scission pleine et entière. On peut peut-être imaginer que certains aspects de l'arrondissement soient territorialisés et que d'autres ne le soient pas.

Les Flamands s'arrêteront-ils un jour de vouloir régionaliser la moindre parcelle de compétence fédérale?

Les hommes politiques flamands travaillent à la construction d'une Nation, voire d'un Etat. La seule chose qui peut les freiner, c'est le fait qu'une série de compétences classiques ne sont plus de la compétence d'un Etat: la monnaie, la politique économique sont déjà passées à l'Union européenne. Je ne vois pas d'autre fin-butoir à leurs revendications qu'un système confédéral qui implique l'existence d'Etats. Le confédéralisme implique une séparation à l'amiable et le maintien de quelques éléments communs. Le confédéralisme, c'est bien le rassemblement de deux Etats indépendants. C'est la direction dans laquelle les Flamands se précipitent en demandant des compétences supplémentaires. Cela finit par rendre l'Etat fédéral belge de moins en moins responsable dans différents domaines.

Suggérez-vous que la Belgique va droit au confédéralisme?

Il n'est plus très loin, le confédéralisme. Compte tenu de la construction européenne, le confédéralisme est tout à fait envisageable.

Vous dites donc aux francophones: n'ayez pas peur du confédéralisme?

Je ne sais pas si l'on peut aller jusque-là. Dans l'état actuel des choses, je ne crois pas que ce soit dans notre intérêt et que cela n'entraînerait pas une baisse de niveau de vie. Il faut faire des simulations. Je ne crois pas que les hommes politiques wallons aient toutes les données en mains. Il ne me paraît pas opportun que les francophones cèdent maintenant sur Bruxelles-Hal-Vilvorde au moment où toutes ces questions institutionnelles sur l'avenir de la Belgique peuvent se poser.